

« TENDANCES DE L'ORIENT »

Les Arabes se soulèvent contre les Frères musulmans

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 29 JUILLET 2013

ENGLISH



Manifestation au Caire contre les Frères musulmans et leur soutien états-unien.

Syrie, Égypte, Tunisie et Libye : les Arabes se soulèvent contre les Frères musulmans

Par Pierre Khalaf

De la Syrie à l'Égypte en passant par la Tunisie et la Libye, les peuples arabes se soulèvent contre la terreur des Frères musulmans et des autres mouvements islamistes extrémistes, qui ont volé leurs révolutions avec l'appuie de l'Occident et d'Israël et tentent d'étouffer leurs aspirations à coups de massacres, d'assassinats politiques, de violences physiques et de terrorisme intellectuel.

En Syrie, le masque de la pseudo-résolution, financée par les pétromonarchies rétrogrades du Golfe —où les Constitutions et

les élections n'ont jamais existé et où les femmes sont privées de leurs droits les plus élémentaires (comme celui de conduire une voiture en Arabie saoudite, par exemple)—, sont tombés depuis longtemps. Les groupes takfiristes formés essentiellement d'extrémistes étrangers, massacrent tous ceux qui ne pensent pas comme eux, qu'ils soient sunnites, alaouites, chiites, druzes ou chrétiens. L'un de ces groupes, les *Soldats du califat islamique*, ont commis leurs dernières atrocités dans la localité de Khan al-Assal, à l'Ouest de la ville de Homs. Ils ont massacré quelque 150 soldats réguliers et civils et jeté leurs corps dans une fosse commune après les avoir mutilé. Les extrémistes ont massé 10 000 hommes pour prendre cette ville, où ils avaient utilisé les armes chimiques en février dernier.

L'effort exceptionnel qu'ils ont déployé à Khan al-Assal coïncide avec l'arrivée à Damas d'experts des Nations unies pour enquêter sur l'utilisation d'armes chimique et la signature d'un accord dans ce sens avec l'État syrien. Il est clair que l'objectif de la prise de Khan al-Assal est de faire disparaître les indices et les preuves qui incriminent non seulement les extrémistes mais aussi, et surtout, leurs soutiens régionaux, notamment la Turquie et l'Arabie saoudite.

Mais malgré cette terreur, le peuple syrien a décidé de se soulever contre ces groupes. Partout en Syrie, les terroristes sont désormais honnis par la population qui a resserré les rangs derrière son président, Bachar al-Assad, son armée national et son État. Cette détermination et cette disposition au sacrifice sont sans doute exprimées par l'image de ce jeune soldat syrien, faisant le « V » de la victoire, quelques minutes avant d'être exécuté avec des dizaines de ses camarades à Khan al-Assal.

Cette détermination s'exprime également par les avancées réalisées sur le terrain par l'armée et les comités populaires, les dernières en date étant la prise, samedi, du QG des extrémistes à Homs, la mosquée Khaled Ibn al-Walid et du quartier de Khalidiyé. L'armée est en passe de prendre toute la ville dans les prochaines heures.

Les Égyptiens se mobilisent par millions

En Égypte, des millions de citoyens ont répondu à l'appel du « Front révolutionnaire du 30 juin » et du chef de l'armée, le général Abdel Fattah el-Sissi, pour dénoncer le terrorisme. De l'avis des correspondants de la presse étrangère, la mobilisation était exceptionnelle au Caire, à Alexandrie et dans toutes les grandes villes du pays. Les manifestants brandissaient des portraits de Sissi, de l'ancien président Gamal Abdel Nasser et du président russe Vladimir Poutine. Les Égyptiens ont voulu marquer leur rejet de la terreur pratiquée par les Frères musulmans, qui se manifeste par un activisme sans précédent des groupes extrémistes dans le Sinaï et par une multiplication des actes de violence dans les autres régions.

La confrérie islamiste aussi avait mobilisé ses partisans, qui ont manifesté en grand nombre. Mais elle ne s'est pas contentée de jouer le jeu démocratique. À l'aube du samedi, les partisans des *Ikhwans* ont tenté de couper la route de l'aéroport du Caire et de s'approcher des militaires chargés de sécuriser le Pont du 6 octobre. Ils se sont heurtés aux riverains et aux soldats. Les affrontements ont fait des dizaines de morts et de blessés. Pris d'hystérie, le cheikh extrémiste Youssef al-Qaradaoui a violemment attaqué le Grand cheikh d'Al-Azar, Ahmad al-Tayyeb, suscitant l'indignation du Conseil supérieur des ulémas, qui s'est réuni en urgence pour dénoncer les appels de ce dignitaire extrémistes et ses appels à la violence.

En parallèle, l'armée égyptienne a lancé une vaste opération nommée *Tempête du désert* dans le Sinaï, contre les repères des takfiristes.

Marée humaine en Tunisie

En Tunisie, une marée humaine de plusieurs milliers de personnes venues de tout le pays a participé samedi aux funérailles du député opposant laïque de gauche assassiné, Mohammad Brahmi, dans un climat tendu à Tunis où l'enterrement s'est terminé en manifestations anti-gouvernementales.

Tristesse et colère se lisaient sur les visages lors de la procession

funèbre, partie du domicile du défunt à 10 km au nord de Tunis. Mohammad Brahmi, 58 ans, tué jeudi, a été mis en terre à la mi-journée au cimetière d'el-Jellaz dans « le carré des martyrs » au côté de Chokri Belaïd, un autre opposant de gauche, assassiné en février dernier.

Des portraits de l'ancien président égyptien Gamal Abdel Nasser ainsi que des drapeaux syriens et palestiniens étaient brandis dans le cortège a traversé le centre de Tunis. « Par notre âme, par notre sang, nous te vengerons ! », criait la foule.

De nombreux dirigeants syndicalistes et politiques étaient présents, contrairement aux responsables du gouvernement, dont la présence n'était pas souhaitée par la famille.

Opposant nationaliste de gauche, Mohammad Brahmi a été tué de 14 balles tirées à bout portant devant son domicile, sa famille accusant le parti islamiste au pouvoir, Ennahda. Le gouvernement a nommément désigné un salafiste jihadiste, ajoutant que la même arme avait servi pour le meurtre de Chokri Belaïd.

Des notables de Sidi Bouzid, ville natale du défunt et berceau du soulèvement qui a renversé le régime de Ben Ali en 2011, ont mis en place un conseil pour gérer les affaires de la ville « jusqu'à la chute du pouvoir » actuel, mot d'ordre des manifestants qui y sont mobilisés depuis l'assassinat du député.

Cinquante-deux députés ont annoncé dans la nuit leur retrait de l'Assemblée nationale constituante (ANC), appelant à un sit-in jusqu'à la dissolution de la Constituante et la formation d'un gouvernement de salut national.

Auparavant, dans le cimetière au-dessus duquel flottaient d'immenses drapeaux tunisiens rouge et blanc, des milliers de partisans de Brahmi avaient scandé « Le peuple veut la chute du régime », ou « Ennahda, bande de terroristes », derrière Hamma Hammami, leader d'extrême gauche du Front populaire, une coalition comprenant des nationalistes et à laquelle appartenait le défunt.

Le ras-le-bol des Libyens

Même scénario en Libye voisine, où la population a marqué son ras-le-bol du règne des milices islamistes extrémistes. Des milliers de manifestants ont crié leur colère contre les Frères musulmans, accusés d'être responsables de l'instabilité en Libye, au lendemain d'une série d'assassinats ayant visé notamment un militant anti-islamiste.

Deux officiers de l'armée ont été abattus vendredi 26 juillet à Benghazi, dans l'Est de la Libye, quelques heures après l'assassinat d'un avocat et militant politique de premier plan, Abdelsalam Al-Mosmary. Ce dernier était connu pour ses dénonciations de la présence des milices armées dans les rues du pays ainsi que pour son hostilité affichée aux Frères musulmans. Il avait fait partie des premiers militants ayant manifesté contre le régime du dictateur déchu Mouammar Kadhafi, en février 2011. Les manifestants accusent les islamistes d'être derrière son assassinat.

Les manifestations ont été émaillées d'attaques contre les locaux des deux principaux partis : le Parti pour la justice et la construction (PJC), bras politique des Frères musulmans, et son rival, l'Alliance des forces nationales (AFN, libérale).

L'Europe schizophrène condamne le Hezbollah d'une main et le courtise de l'autre

Après sa décision d'inscrire « l'aile militaire » du Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes, l'Europe vit un état de schizophrénie totale, marquée par des gesticulations diplomatiques dans le but de limiter les effets de cette mesure irréfléchie. La chef de la Délégation de l'Union européenne (UE) à Beyrouth, Angelina Eichhorst, a sillonné les rues de la banlieue sud, à la fin de la semaine dernière, passant d'un responsable du Hezbollah à un autre, réaffirmant sa volonté de poursuivre le « *dialogue politique* » avec le parti. Elle a rencontré le responsable des Relations internationales, Ammar Moussaoui, puis le ministre du développement administratif, Mohammad Fneich. Ce lundi, elle devrait être reçue par le ministre de l'Agriculture, Hussein Hajj Hassan.

Les déclarations de Mme Eichhorst ont reflété la confusion de l'Europe après sa décision inspirée par les États-Unis et Israël, et qui porte préjudice à ses intérêts. La diplomate européenne s'est prononcée en faveur d'un gouvernement libanais comprenant « *tous les partis politiques* ». Mais ces gestes de bonne volonté n'ont pas atténué la réaction des responsables du Hezbollah, qui n'ont pas mâché leurs mots devant la diplomate, reprenant les principaux points énoncés par le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, lors de son discours mercredi (Voir ci-dessous). M. Moussaoui a qualifié d'« *insulte pour le peuple libanais et certaines pays arabes* » la décision européenne. « *Le Hezbollah considère que cette décision est une insulte pour le peuple libanais parce qu'elle fait l'amalgame entre résistance et terrorisme* », a-t-il déclaré. « *Vous ne pouvez pas condamner d'une main puis tendre l'autre pour serrer la nôtre* », a-t-il lancé, avant d'indiquer que cette décision « *ne changera rien aux actions et à la politique du Hezbollah* ». M. Moussaoui a ensuite insisté sur le fait qu'elle « *aura des conséquences et ne restera pas sans suites* », en affirmant qu'il a demandé à l'ambassadeur de transmettre aux responsables européens l'appel du Hezbollah à la réviser leur mesure. « *Nous lui avons fait part de notre refus absolu de cette décision qui nuira aux relations libano-européennes et qui ne servira en rien l'Europe, d'autant qu'elle est le fruit de diktats israélo-américains. La preuve est que Benjamin Netanyahu s'est empressé de la considérer comme une réalisation diplomatique israélienne sans qu'aucun responsable européen ne réagisse pour lui demander de ne pas se mêler de cette affaire* », a-t-il dit.

M. Moussaoui s'est moqué de la distinction établie par l'UE entre les ailes politique et militaire de son parti. « *C'est son affaire. Certains ont dû l'inventer pour répondre à des calculs déterminés, sinon tout le monde sait que le Hezbollah est une même entité avec un même commandement où les militaires et les politiques sont les mêmes* », a-t-il dit. Il a également rejeté les accusations adressées à son parti dans l'affaire de l'attentat de Bourgas, en Bulgarie. « *Tout comme l'affaire de la liste des organisations terroristes, il s'agit d'une manipulation qu'il faut situer dans le cadre des mêmes pressions politiques* », a commenté M. Moussaoui.

Selon des sources bien informées, les responsables du Hezbollah et les officiels libanais qui ont reçu Mme Eichhorst ont senti que la diplomate n'était pas convaincu de la décision de l'UE, qu'elle a pratiquement vidé de son sens lors des entretiens à huis-clos et pendant les déclarations qu'elle a faites après les rencontres.

Et elle n'est pas la seule. L'envoyé spécial du ministre belge des Affaires étrangères pour les affaires syriennes, Marc Otte, avait commenté, jeudi, la décision européenne affirmant que « *rien n'empêche de poursuivre nos relations avec les composantes politiques au Liban, y compris le Hezbollah* ». Le diplomate avait également rencontré M. Moussaoui, avant de se réunir avec le ministre des Affaires étrangères, Adnane Mansour.

Déclarations et prises de positions

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« Le plus important pour notre résistance, c'est qu'elle est soutenue par la population libanaise, par ses partisans et qu'elle exprime leur volonté, leur dignité et leur vision pour la défense de leurs territoires et de leur souveraineté. Cette résistance a acquis cette crédibilité dans le monde arabe et islamique grâce à ses sacrifices et ses exploits parce qu'elle n'a jamais reculé et n'a jamais été vaincue. La résistance a changé les règles du conflit et a torpillé tous les projets de l'hégémonie. Elle a restitué à notre peuple la dignité et la souveraineté libanaises. Cette résistance restera comme une épine dans les yeux de tous ses ennemis qui veulent l'éradiquer. Cette résistance a attiré l'attention locale, arabe et internationale, qu'elle soit positive ou négative. D'aucuns portent tous leurs espoirs sur notre résistance contre le projet sioniste, alors que pour d'autres, cette résistance est un obstacle à la réalisation de leurs projets hégémoniques, et pour cette raison elle est toujours visée, sur le plan politique, militaire, social, médiatique, social... Certaines mesures prises à l'encontre de cette résistance n'ont qu'une portée morale. Je voudrais parler de la décision de l'Union européenne d'inscrire le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes. Sachez qu'aucun communiqué officiel

n'a été publié par l'UE pour expliquer les motifs et les objectifs de cette décision. Nous, au Hezbollah, n'étions pas surpris par cette décision, au contraire nous sommes étonnés que cette décision soit intervenue tard. Cette décision a été prise suite aux pressions « diplomatiques » israéliennes. Si d'aucuns au Liban veulent exprimer leur soulagement face à cette décision, qu'ils cachent leur sentiment pour ne pas avoir les mêmes impressions que Netanyahu. Les pourparlers au sein de l'UE au cours des mois derniers montrent que 28 pays de l'UE se sont soumis aux pressions états-uniennes et israéliennes. Cette décision n'a aucune justification et pour cela elle a nécessité des mois de débats. Nous sommes donc face à une Union européenne qui fléchit devant les pressions US. Il ne s'agit pas d'une décision européenne autonome. Et cette décision contredit les valeurs et les intérêts de l'Europe. Il est clair que certains pays ont voulu entraîner les pays européens dans des équations qui nuisent à leurs intérêts. Quel est l'intérêt de cette Union de voter une décision contre une résistance jouissant d'une large popularité locale et arabe. Plusieurs hypothèses sont avancées sur les raisons de l'adoption d'une mesure pareille. On dit qu'un communiqué sera publié dans les jours suivants. Mais sachez que la décision et la volonté européenne ne sont pas soumises à la logique. Sinon, pourquoi ne considérez-vous pas qu'Israël est un État terroriste alors que vous reconnaissez qu'il usurpe les terres, commet des crimes, chasse tout un peuple de sa terre, empêche son retour, et confisque tous ses biens. Donc, il est certain que cette décision n'est pas soumise aux valeurs et aux principes moraux. La valeur de cette décision est morale et politique. L'objectif visé est la résistance. Cette résistance a combattu l'ennemi, a consenti des martyrs, des blessés, des détenus et a défendu le Liban contre toute agression et protégé sa terre. C'est une atteinte au peuple libanais de qualifier sa résistance de terroriste. Cette atteinte ne frappera pas notre moral. Depuis de longues années, on a porté atteinte à cette résistance et on l'a inscrite sur plusieurs listes terroristes. Mais ça fait partie des multiples sacrifices consentis par les combattants. Je considère que les pays européens ont porté atteinte à leur réputation en se soumettant aux pressions états-uniennes. Ces États doivent savoir qu'ils donnent une couverture internationale à Israël pour attaquer

le Liban sous prétexte de combattre une organisation terroriste. Donc, ils seront complices d'Israël dans toute prochaine agression. Dans toutes les guerres précédentes, le monde entier soutenait Israël. Les mesures européennes interdisent désormais à nos combattants de passer des vacances en Europe, et les empêchent de placer leur argent dans leurs banques. Sachez que nous sommes patriotes même au niveau de nos vacances estivales, et que nous ne possédons pas d'argent dans les banques occidentales voire libanaises ! Nous n'avons aucun projet commercial, ni d'investissements que ce soit au Liban ou ailleurs. Nous recevons de l'argent de donateurs et nous utilisons cet argent pour combattre l'ennemi. Toutefois, les Européens affirment que leur soutien au Liban va se poursuivre alors que les forces du 14-Mars se lamentent et nous accusent d'avoir porté atteinte au pays. À l'Union européenne, je m'adresse : l'objectif de votre mesure est de nous faire fléchir, mais vous ne récolterez que l'échec et la défaite de cette décision. La résistance qui a combattu et vaincu l'ennemi pendant 33 jours, ne fléchira jamais devant une décision pareille. Nous appelons les États européens à revenir sur cette décision pour ne pas continuer dans cette erreur. Un mot aux forces locales libanaises : Je voudrais vous dire que vous ne serez pas en mesure d'investir cette décision sur le plan local. Certaines forces disent que cette décision montre que le Hezbollah ne doit pas participer au prochain gouvernement. L'avant-décision et l'après-décision. Et pour nous amuser un peu, je propose que notre participation au gouvernement soit représentée par la branche militaire du Hezbollah ! Vous ne pouvez jamais nous négliger, chaque parti a son propre poids politique et personne ne peut isoler qui que ce soit au Liban. »

Najib Mikati, chef du gouvernement démissionnaire

« La légitimité internationale confirme le droit de la résistance contre l'ennemi israélien. La décision européenne vise l'aile militaire du Hezbollah, ce qui signifie la résistance au sens strict du terme. Le Liban est engagé à l'égard de la légitimité internationale qui consacre son droit à la résistance conformément aux dispositions prévues dans l'article 51 de la Charte des Nations unies. Nous œuvrerons d'arrache-pied auprès les États de l'UE en

vue de l'amener à reconsidérer la décision, par souci de préserver la stabilité au Liban et de ne pas porter atteinte à ses différentes composantes. »

Cheikh Abdel Amir Kabalan, vice-président du Conseil supérieur chiite

« La décision d'inscrire le Hezbollah sur la liste noire trahit l'entière subordination des États européens au mouvement sioniste, qui a par ailleurs été vaincu au Liban par les hommes courageux de la résistance. Le terrorisme est un outil de colonisation, inventé par les États qui tendent à dominer le monde afin de soumettre les peuples à leur hégémonie vindicative. La décision européenne n'a aucune justification. Il s'agit d'une décision terroriste, sans fondement, puisque tous ceux qui défendent leur territoire et leur dignité sont des hommes libres qui défient l'injustice. Notre résistance et nos frères suivent la méthode du bien, défendent leurs pairs et œuvrent pour l'intérêt commun. La paix est une demande commune à toutes les religions monothéistes ainsi qu'à nos frères de la résistance, tandis que l'occupation des terres et la destruction des foyers sont au cœur du terrorisme, dont Israël est la mère. »

Marwan Charbel, ministre libanais de l'Intérieur

« Le gouvernement examinera les nouvelles mesures qui seront imposées à l'entrée des réfugiés syriens au Liban lors de la réunion lundi du Conseil supérieur de la Défense. Les détails et les moyens d'appliquer ces mesures seront discutés au cours de cette réunion la semaine prochaine. Les agents de la Sûreté générale aux frontières examineront les permis de séjour des réfugiés, les appelant à légaliser leur séjour au Liban. Les permis de séjour seront délivrés pour six mois. »

Événements

- Citant des visiteurs du patriarche maronite Béchara Raï, le quotidien *As-Safir* indique que le prélat souligne que le problème auquel est confrontée la région est le conflit sunnito-chiite,

précisant qu'il relève d'un conflit régional et international. Mgr Raï affirme que les musulmans et les chrétiens ont pu, par leur vivre-ensemble, parvenir à la modération. Mais il a déploré toutefois que les politiques occidentales alimentent le fondamentalisme.

- Selon le quotidien *Al-Akhabar*, le Palestinien Ali Abdel Wahed (30 ans), garde du corps du cheikh Ahmad al-Assir et l'un des participants à la bataille de Abra, arrêté jeudi à l'aéroport de Beyrouth, est l'un des suspects dans la tentative d'assassinat du général Michel Aoun lors du passage de son convoi alors qu'il se rendait de Jezzine à Beyrouth le périphérique Est de Saïda, il y a moins d'un an. Ali Abdel Wahed, dont toute trace avait été perdue depuis la fin des combats d'Abra, s'est rendu il y a trois jours dans une agence de voyage à Saïda et a acheté un billet d'avion pour l'Égypte. La section des renseignements militaires au Liban-Sud a obtenu le numéro du billet acheté et l'a communiqué aux services de sécurité à l'aéroport pour qu'il soit arrêté.

- Un ressortissant syrien, soupçonné d'être l'auteur de l'attentat commis il y a une semaine contre un présumé convoi du Hezbollah sur la route Beyrouth-Damas à la hauteur de Masnaa, a été arrêté par une unité de renseignement de l'armée. Les militaires ont perquisitionné une maison à Majdel Anjar et ont arrêté l'homme soupçonné d'avoir placé la charge piégée sur la route menant au poste frontalier de Masnaa. Deux personnes qui se trouvaient dans le 4x4 visé avaient été blessées. L'Agence nationale d'information rapporte que le Syrien arrêté serait originaire de Zabadani, à l'ouest de Damas.

- Le président de la République Michel Sleiman va assister à la cérémonie d'investiture du nouveau président iranien Hassan Rohani prévue le 3 août prochain. M. Sleiman se rendra à Téhéran à la tête d'une petite délégation composée du vice-Premier ministre Samir Mokbel et du ministre démissionnaire des Affaires étrangères Adnane Mansour. Lors de sa visite, le chef de l'État doit rencontrer le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, ainsi que d'autres délégations qui assistent à la cérémonie. Des sources bien informées interrogées sur ce déplacement n'ont pas exclu une visite en Arabie saoudite après l'Iran.

• Les gardes-frontières égyptiens ont saisi jeudi un gros lot d'armes de contrebande en provenance de Libye, rapportent les médias égyptiens. Un camion transportant 54 fusils d'assaut, 48 chargeurs et plus de 22 000 cartouches a essayé de passer le poste-frontière égyptien de Salum, dans le nord-ouest du pays. Les armes seraient destinées à l'organisation égyptienne des Frères musulmans, selon une source policière citée par les médias. Début juillet, une vague de manifestations anti-gouvernementales a entraîné la destitution et l'arrestation du président égyptien Mohamed Morsi, issu du mouvement des Frères musulmans. Le président déchu est actuellement détenu dans un site militaire égyptien. Des affrontements entre pro et anti-Morsi continuent dans le pays.

Revue de presse

As-Safir (Quotidien libanais proche du 8-Mars)

Ghaseb el-Moukhtar (26 juillet 2013)

L'Europe n'était pas obligée de prendre la mesure précipitée et déséquilibrée d'inscrire le Hezbollah sur sa liste des organisations terroristes, pour ensuite s'employer à justifier son comportement non réfléchi, en demandant au Hezbollah de le digérer et de ne pas avoir de réactions négatives, sous prétexte qu'elle ne rompra pas la relation politique avec lui. La réponse du Hezbollah était la suivante : « *Où sont vos preuves ? Et qu'advierait-il si nous décidons de ne pas avoir de contacts politiques avec vous, ou si la présumée "aile militaire" du parti décidait de ne plus coopérer avec les forces de la Finul au Liban-Sud ?* »

Cette réponse, la chef de la Délégation de l'Union européenne à Beyrouth. Mme Angelina Eichhorst, l'a entendue du responsable des relations internationales du Hezbollah, Ammar Moussaoui, et du ministre du Développement administratif, Mohammad Fneich, après qu'elle eut été obligée de visiter la banlieue sud de Beyrouth, fief de la présumée « *aile militaire* ». Elle s'est déplacée dans les ruelles de cette région sans la moindre crainte et sans que son convoi ne soit inquiété par la population acquise à la cause de la

Résistance.

Les responsables du parti ont senti que la diplomate n'était pas convaincue de la décision de l'UE, car elle manque de fondements. Ses rencontres avec les dirigeants du Hezbollah visaient à justifier cette décision et en atténuer les conséquences sur les relations entre les deux parties. Mais la poursuite de la relation est tributaire de la décision du Hezbollah, à la lumière des développements qui pourraient intervenir dans le cadre de ce dossier.

As-Safir (26 juillet 2013)

La chef de la Délégation européenne à Beyrouth, Angelina Eichhorst, a précisé que l'UE entend par « *aile militaire* » du Hezbollah le « *Conseil du Jihad* » et le « *Comité de la sécurité externe* », rattachés au parti. La diplomate souligne aussi que les implications de la décision européenne ne prévoient pas des mesures relatives à la livraison des visas d'entrée en Europe, précisant que la décision implique le gel des fonds et des transferts financiers concernant la branche armée du Hezbollah. Elle affirme dans ce cadre que l'amitié de l'UE avec le Liban se poursuit et que l'Europe n'aura pas d'objection contre la participation du Hezbollah au nouveau gouvernement.

As-Safir (22 juillet 2013)

Le président du Parlement, Nabih Berry, a appelé l'ancien Premier ministre Saad Hariri à rentrer au Liban pour faciliter la reprise du dialogue national, au point mort depuis plusieurs mois. « *M. Hariri doit rentrer au Liban pour faciliter la reprise du dialogue afin que nous coopérons pour faire face aux défis actuels* », a déclaré M. Berry. « *Je pense que M. Hariri peut rester à la Maison du Centre s'il craint pour sa sécurité* », a-t-il ajouté.

Interrogé sur la possibilité de voir le chef du Courant du futur à la tête d'un nouveau gouvernement, M. Berry a déclaré : « *Nous pouvons revoir cette question* ».

M. Berry a par ailleurs estimé que l'attachement du Premier ministre désigné, Tammam Salam, à la formule 8-8-8 « *ne sert pas le processus de formation du gouvernement* ». Il s'est dit étonné que M. Salam insiste à traiter avec le 8-Mars en tant que bloc unique, lors des négociations, bien que le Premier ministre désigné ait été informé que le tandem Amal-Hezbollah d'un côté, le CPL de

l'autre, négocieront d'une manière indépendante.

An-Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(26 juillet 2013)

La séance plénière prévue au Parlement le 29 juillet probablement n'aura pas lieu en raison de la décision des forces du 14-Mars et du Courant patriotique libre (CPL) de la boycotter. Des sources éminentes ont en outre déclaré que la décision de la prorogation du mandat du commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwagi, et du chef d'état-major, le général Walid Selmane, sera annoncée lundi.

An-Nahar (25 juillet 2013)

Rosanna Bou Mounsef

Des sources ministérielles considèrent qu'au moins trois facteurs auraient affaibli la décision européenne d'inscrire le bras armé du Hezbollah sur la liste noire : La décision n'est pas complète, vu qu'elle implique des mesures limitées qui n'auront aucun impact réel sur le Hezbollah ; la tournée effectuée par la chef de la délégation de l'UE auprès des responsables libanais, y compris les responsables du Hezbollah, dénote que l'UE s'empresse d'apporter des clarifications à la décision européenne ; des clarifications qui ressembleraient à des excuses. Cette position a donné l'impression que les États européens seraient en train de vider eux-mêmes leur décision de son contenu ; le 3ème facteur serait lié à des considérations internes, dans le sens où la décision européenne aurait brisé le rapport des forces sur l'échiquier libanais en faveur du Hezbollah et non pas le contraire : face aux déclarations d'Adnane Mansour accusant certaines parties libanaises d'avoir instigué l'UE à prendre une mesure contre le Hezbollah, ce dernier pourrait faire preuve de plus d'intransigeance dans le dossier de la formation du gouvernement. Selon les mêmes sources, il semble que la décision européenne ait été prise à la hâte et a contribué à porter préjudice au Liban au lieu de l'aider, soulignant par ailleurs que la position officielle du Liban à cette décision n'était pas forte.

Al-Akhbar (Quotidien libanais proche de la Résistance)

(26 juillet 2013)

Des sources informées indiquent que le ministre de la Défense,

Fayez Ghosn, qui a mis en place la formule juridique de la prorogation du mandat du commandant en chef de l'armée et du chef d'état-major, en coopération avec l'ancien ministre Nagi Boustany, signera la décision le 30 juillet soit, avant la fête de l'armée, le 1er août. Le ministre Ghosn a affirmé qu'il attendra la tenue de la séance prévue le 29 juillet au Parlement avant d'entériner la décision de la prorogation.

Michel Aoun a demandé de son côté de reporter l'adoption d'une telle décision jusqu'à septembre prochain, soit la date de la mise à la retraite du général Kahwagi, considérant que d'ici là un nouveau gouvernement pourrait être formé lequel désignera le successeur de commandant en chef de l'armée.

Al-Akhbar (25 juillet 2013)

Firas El-Choufi

Le Hezbollah affirme que la décision européenne de faire figurer son « *pile militaire* » sur la liste des organisations terroristes sera sans aucun effet. C'est d'ailleurs le Hezbollah qui a la main à présent, et il n'a pas l'intention de renoncer à ce qu'il estime approprié d'entreprendre en Syrie. Il n'a en tout cas rien perdu à cause de cette décision. C'est plutôt l'Europe qui en sort perdante.

Avant le mois de Ramadan, l'ambassadeur Patrice Paoli a rendu visite au député du Hezbollah Ali Fayyad et il a été question du point de vue du Hezbollah au sujet de la crise syrienne. Avant la décision de l'UE, les ambassadeurs des États européens rendaient régulièrement visite aux responsables du Hezbollah, et pas seulement à son responsable des relations internationales, l'ancien député Ammar Moussaoui. Ces visites concernaient d'autres responsables, qui mettaient leur costume-cravate en temps normal, reléguant leur uniforme militaire dans un placard.

Par la suite, des pressions américano-israéliennes ont été exercées sur l'UE, tout au long des dix dernières années, pour que le Hezbollah soit placé sur la liste noire du terrorisme. L'Europe a tenu bon pendant tout ce temps. Qu'est-ce qui a changé dernièrement ? Des sources proches du Hezbollah attribuent la soumission européenne à un facteur déterminant : la participation du parti aux combats en Syrie. Une participation qui aurait provoqué la colère des pays européens, comme l'indique la

position de la France. S'agissant de la France, elle avait toujours résisté aux pressions états-uniennes pour une raison primordiale : ne pas perdre sa capacité à influencer sur le dossier libanais. Quant à l'autre facette de la France, relative au pilotage de la campagne contre le Hezbollah, elle a clairement pour objectif d'élaborer un code de conduite ou une liste des choses à faire ou à ne pas faire, de façon à soumettre le Hezbollah à une épée de Damoclès. Mais nul n'ignore que ce procédé est sans aucune utilité dans le cas de la résistance.

D'autres sources, elles aussi proches du Hezbollah, reviennent pour leur part sur la dernière tournée européenne du prince Bandar Ben Sultan, qui a encouragé l'Europe à prendre sa décision à l'encontre du parti. La réaction du 14-Mars semble appliquer l'adage « *à quelque chose malheur est bon* » : ce camp est en effet devenu encore plus intransigent dans les dossiers internes et se comporte de manière puérile en instrumentalisant la décision européenne contre le Hezbollah sur le plan intérieur libanais.

Cependant, les Européens ne sont pas sans savoir qu'ils sont obligés d'avoir affaire au Hezbollah pour tout ce qui concerne le Liban et la Syrie. Certains ambassadeurs glissent d'ailleurs à l'oreille des responsables du Hezbollah qu'ils ont des objections contre la décision de l'Union européenne...

Al-Akhbar (24 juillet 2013)

Nasser Charara

Des sources européennes informées affirment que les États-Unis ont exercé de grandes pressions sur l'UE en vue de l'inscription de l'« *aile militaire* » du Hezbollah sur la liste des organisations terroristes. Les sources poursuivent que certains pays arabes, notamment l'Arabie saoudite, ont contribué à ces pressions en brandissant vis-à-vis des pays européens, plus particulièrement la France, le spectre de la rupture des relations économiques, en cas de réticence. Un rapport est parvenu à Beyrouth durant les dernières heures se faisant l'écho de l'atmosphère qui régnait dans les coulisses de l'UE après l'adoption de la décision contre le Hezbollah. Selon ce rapport, les États membres étaient convaincus que la décision européenne ressortait d'un compromis entre la volonté de Washington d'inclure le Hezbollah tout entier sur la liste

et les tentatives européennes de s'affranchir autant que possible des pressions US. Les sources ont évoqué rétrospectivement les étapes qui ont jalonné le chemin ayant conduit à l'adoption officielle de la décision à Bruxelles, considérant que les pressions israéliennes et états-uniennes ont joué un rôle décisif en ce sens. Les sources relèvent que les États membres de l'UE avaient pris soin dès le départ d'adopter une approche prudente à l'égard du dossier de l'attentat de Bourgas. Jusqu'à récemment, les ambassadeurs des États membres du comité chargé d'étudier l'aspect technique et politique de la décision avaient évité de susciter un débat sur cette question. Selon un ambassadeur européen, le comité en question ainsi que les ministres européens se seraient gardés de discuter des mesures à prendre contre le Hezbollah dans le passé pour deux raisons principales : la poursuite de l'enquête dans l'attentat de Bulgarie, et la demande adressée par Sofia aux États européens de prendre des mesures limitées pour faire en sorte que des opérations similaires ne se produisent dans l'avenir ; en d'autres termes, la Bulgarie aurait demandé l'obtention de garanties et le renforcement de la coopération sécuritaire européenne, et non l'inscription du Hezbollah sur la liste UE ; deuxièmement, les appréhensions quant aux éventuelles répercussions d'une telle décision sur la scène libanaise.

Les ambassades US et israéliennes dans les 28 États de l'UE avaient entretemps multiplié les démarches exhortant ces pays à faire figurer le Hezbollah sur la liste. L'UE penchait au départ en faveur de l'adoption d'une mesure consistant à dresser une liste nominative des personnes accusées d'implication dans l'attentat de Bourgas. Toutefois, Washington a mis tout son poids dans la balance pour amener l'UE à exclure le recours à une telle décision. Les États-Unis ont participé dès le début aux discussions et sur les conséquences négatives d'une telle mesure sur le Liban et le Proche-Orient. Cette question a fait l'objet d'une discussion entre les représentants des États-Unis et de la France lors de la Conférence sur la sécurité en Libye tenue à Paris cette année. Les Français avaient alors exprimé leur volonté de temporiser. Cependant, le représentant états-unien aurait répondu sur un ton véhément lors d'une séance à huis clos : « *Nous avons dit*

clairement dès le départ que ce dossier constitue une priorité pour notre administration. Nous n'arrêterons pas d'exercer des pressions pour amener l'UE et ses États membres à adopter une décision positive concernant l'inscription du Hezbollah sur la liste terroriste ».

Des sources diplomatiques suivant de près ce dossier rapportent que les États-Unis auraient laissé passer l'inscription exclusivement de l'aile militaire du Hezbollah sur la liste UE des organisations terroristes pour deux raisons : maintenir une carte lui permettant de faire chanter l'Iran ; les pays du Golfe voulaient presser l'adoption par l'UE de cette mesure afin de paver la voie à l'adoption par le CCG à son tour d'une telle décision.

Al-Joumhouria (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

(26 juillet 2013)

Selon des sources sûres, dès le début de la rencontre, jeudi, entre le ministre du Développement administratif, Mohammad Fneich, et la chef de la Délégation de l'Union européenne au Liban, Angelina Eichhorst, le ministre du Hezbollah a dit à son interlocutrice : *« Vous avez devancé la justice bulgare et vous avez émis votre verdict et votre sanction. Comment voulez-vous, ensuite, que nous ayons confiance dans votre justice et celle de la Bulgarie. Vous avez adopté l'accusation qu'Israël a lancé contre le Hezbollah le jour de l'attentat, sans même attendre la décision de la justice bulgare. Deuxièmement, vous condamnez la Résistance pour ce qu'elle a fait pour le Liban, là où vous avez échoué à faire quoi que ce soit. Vous avez fourni à Israël une couverture pour faire face à toute action qu'il jugera terroriste. Pendant la guerre de juillet 2006, Israël a commis tous ses massacres sous la bannière de la résolution 1559. Maintenant, il pourrait récidiver en prenant la décision européenne comme nouveau prétexte ».*

Et M. Fneich de poursuivre : *« Nous sommes étonnés que l'Union européenne, qui dispose d'une présence dans notre tissu social, prenne une telle décision, à un moment où nous étions sur le point de tourner une page de notre mémoire pleine de préjudices commis par l'Occident ; à un moment où nous avons fait preuve d'ouverture dans le but de trouver un terrain d'entente basé sur des intérêts communs. Avec cette décision, vous avez torpillé tout*

ce que nous tentions de construire ensemble et vous nous avez ramené en arrière, à l'image de l'Occident hostile et partial pour le compte d'Israël. Vous savez que le Liban traverse actuellement une crise et le processus de formation du gouvernement est bloqué à cause de certaines forces politiques libanaises qui veulent isoler le Hezbollah. À travers votre décision, vous avez versé des arguments à leur discours et vous avez contribué à entraver la formation du cabinet, ce qui menace la stabilité interne. Il vous est demandé de revenir sur cette décision et de réparer les dommages que vous avez provoqué aux intérêts des Libanais ».

Mme Eichhort est alors intervenue pour expliquer la position de l'Union européenne, qui poursuivra son soutien au gouvernement libanais et continuera de respecter les accords conclus. Elle a qualifié la décision de l'UE de politique, estimant qu'elle n'aura pas un grand impact sur les intérêts du Liban.

M. Fneich l'a alors interrompu : *« Vous reconnaissez donc que l'accusation est politique et ne repose sur aucune fondement matériel »*. La diplomate européenne a répondu : *« Nous respectons la Résistance au Liban et la décision de l'UE ne l'empêche pas de défendre la souveraineté du pays si elle est victime d'une quelconque agression, car personne ne la blâmera si Israël commet une agression contre le Liban »*. M. Fneich a conclu en déclarant : *« Nous apprécions ces intentions louables, mais excusez moi de vous dire qu'elle ne correspondent pas à la décision européenne et à ses conséquences. Vous avez émis votre verdict et nous, pour notre part, nous sommes fiers de nos réalisations. La Résistance est, pour nous, ce qu'il y a de plus précieux et de plus noble »*.

Al-Joumhouria (25 juillet 2013)

Lors de leur dernière rencontre, le président du Parlement, Nabih Berry, a demandé à la chef de la Délégation de l'Union européenne, Angelina Eichhorst, sur quelles preuves s'est basée l'Union pour prendre sa décision contre le Hezbollah. *« Y a-t-il un jugement émis par un tribunal contre le Hezbollah qui puisse justifier une telle mesure ? »*, s'est-il interrogé, précisant que le ministre bulgare des Affaires étrangères, qui lui a rendu visite, l'a personnellement informé que son pays ne possédait pas des données suffisantes prouvant l'implication du Hezbollah dans

l'attentat de Bourgas.

Et M. Berry de poursuivre : « *La décision européenne complique les problèmes politiques que nous nous efforçons de régler. Il y a d'abord le problème du Parlement, qui ne se réunit plus à cause de l'opposition de certains partis ; celui du nouveau gouvernement, que nous ne parvenons pas à former et que nous tentons de régler d'une manière qui conviendrait à toutes les parties ; troisièmement, il y a le problème du commandement de l'armée, menacé de vacance, et nous y travaillons pour trouver les issues adéquates afin d'éviter le vide ; quatrièmement, il y a le dialogue auquel a appelé le président de la République, et que le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, a appuyé* ». S'adressant à Mme Eichhorst, M. Berry a ajouté : « *Votre décision contre le Hezbollah vise tous ces éléments, qui, s'ils sont convenablement traités, sont susceptibles de sauvegarder le Liban et de le sortir de sa crise. Cette mesure est venue étouffer le pays. Demandez à vos fils de la Finul, ils vous diront que le Liban-Sud est la région la plus sûre du pays. Si l'Europe est sortie de ses gonds, nous autres nous n'en ferons pas de même en réaction à cette décision. Nous la combattons par tous les moyens politiques* ».

Al-Hayat (Quotidien à capitaux saoudien, 25 juillet 2013)

Mohammad Choucair

Selon des sources informées, Mme Angelina Eichhorst a cherché à s'assurer que la Finul sera épargnée par les éventuelles réactions à la décision de l'UE. Selon ces sources, les États européens membres de la force internationale, en avalisant cette décision, n'étaient pas sans savoir qu'elle pourrait rejaillir, quoiqu'indirectement, sur la coopération entre le commandement de cette force et le Hezbollah au sud du Litani, mais dans tous les cas, la tension ne s'exacerbera pas au point de compromettre la présence internationale dans cette région. Car, à en croire les mêmes sources, le Hezbollah n'a aucun intérêt à mettre un terme à cette présence : un retrait de la Finul reviendrait à dire que le Hezbollah a pris la décision de modifier les règles d'engagement au sud, alors qu'un tel scénario est exclu *sine die*, l'alternative étant le chaos, voire un saut dans l'inconnu. D'aucuns estiment que les pays européens membres de la Finul n'auraient pas osé approuver la décision européenne s'ils avaient

redouté des répercussions sur leurs contingents. D'où la question : ont-ils reçu au préalable un engagement dans ce sens de la part du Hezbollah ?

Nezavissimaïa gazeta (Quotidien russe, 25 juillet 2013)

Alors que l'image des puissances mondiales influentes au Proche-Orient se détériore, les USA et la Russie cherchent à réaffirmer leurs positions dans cette région.

Washington se penche sur la réconciliation entre la Palestine et Israël. Moscou opte pour l'Iran et son problème nucléaire, au sujet duquel le président Vladimir Poutine se rendra à Téhéran en août prochain. Le succès de leurs démarches rétablirait le leadership du Kremlin et de la Maison-blanche dans la région.

« *Si rien ne changeait en Iran d'ici septembre ou octobre, je soumettrais au congrès un projet de résolution permettant d'employer la force militaire contre ce pays, pour qu'il arrête de fabriquer la bombe nucléaire* », a déclaré le sénateur républicain Lindsey Graham. Et d'ajouter : « *Le seul moyen de persuader l'Iran d'arrêter son programme nucléaire est de lui expliquer clairement que nous l'anéantirons* ».

Peu de politiciens US soutiennent Graham : la présidentielle iranienne a été récemment remportée par le réformateur Hassan Rohani, qui a promis pendant sa campagne de changer la politique iranienne vis-à-vis des États-Unis et de chercher des compromis sur le programme nucléaire.

Les six médiateurs chargés du problème nucléaire iranien attendent avec impatience la nomination du nouveau négociateur iranien pour relancer les pourparlers et obtenir des résultats concrets. Son nom sera annoncé après l'investiture de Rohani les 3 et 4 août.

Vladimir Poutine se rendra ensuite en Iran les 12 et 13 août. Selon les sources diplomatiques russes, le président russe pourrait arriver par la mer et la rencontre au sommet se tiendrait dans le port d'Anzali, en mer Caspienne. Il visitera également les provinces iraniennes au bord de cette mer : Gilan et l'Azerbaïdjan oriental. L'heure est aujourd'hui à la préparation de l'ordre du jour, qui devrait inclure des sujets internationaux, régionaux et bilatéraux. Selon les sources iraniennes, Téhéran est préoccupé avant tout par les questions internationales (le programme nucléaire) et

régionales (la crise syrienne). Les relations bilatérales seront également évoquées, comme les perspectives d'une nouvelle centrale nucléaire et la coopération militaro-technique pour la vente des missiles S-300.

L'Iran souligne qu'il n'existe toujours aucune entente sur l'ordre du jour et que la visite pourrait être reportée. De plus, le nouveau gouvernement iranien pourrait voir le jour après le 4 août, voire après le 12 : les candidatures des ministres devront être approuvées par le Parlement. La préparation de la visite doit pourtant être convenue avec l'appareil du président Rohani.

Il est évident que le président russe ne partira pas à l'étranger avant que les documents prévus pour signature ne soient élaborés dans les moindres détails. Les représentants officiels refusent donc de commenter les annonces faites dans la presse russe et iranienne sur la préparation de cette importante visite. « *Beaucoup de visites sont en cours de préparation mais elles seront annoncées en temps voulu* », a déclaré le porte-parole du président Dmitri Peskov, commentant les communiqués de presse indiquant que Poutine avait l'intention de « *sortir de l'impasse* » les négociations sur le programme nucléaire lors de son entretien avec Rohani.

L'Iran lui-même semble prêt à plus de souplesse dans les négociations avec la communauté internationale —des signes proviennent régulièrement de Téhéran—. Aladdin Boroujerdi, le chef de la commission parlementaire des questions étrangère et de la sécurité nationale, a récemment déclaré que le président élu créerait une nouvelle atmosphère sur l'arène internationale, qu'il ferait tout pour régler le problème nucléaire et lever les sanctions. Toutefois, il a précisé que Téhéran insistait sur le droit de développer le secteur nucléaire pacifique. Le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Salehi a confirmé que le pays était prêt à poursuivre les négociations avec les six médiateurs.

Ce changement de position est dû avant tout à la situation économique iranienne, en difficulté à cause des sanctions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies et certains pays à titre individuel. Ces mesures sévères sont dues au fait que l'Iran tergiverse pour rendre son programme nucléaire plus transparent et convaincre le monde qu'il ne fabrique pas d'arme nucléaire.

Les mesures attendues de l'Iran suivent le « *plan Lavrov* » : la levée

des sanctions par étapes en échange de concessions concernant le programme nucléaire. Ce n'est pas au président mais aux experts de trouver l'équilibre entre les deux parties. Il est évident que la visite à venir, si elle a lieu, aurait clairement un caractère politique et non pratique.

The Daily Telegraph (Quotidien britannique, 24 juillet 2013)

Ruth Sherlock, Beyrouth

Décus par la tournure islamiste que la « *révolution* » en Syrie a pris, épuisés après plus de deux années de conflit et sentant qu'ils perdent, un nombre croissant de rebelles syriens signent une amnistie négociée avec le régime d'Assad.

Dans le même temps, les familles des combattants repentis ont commencé tranquillement à regagner les territoires contrôlés par le gouvernement, considérés comme un endroit sûr pour y vivre, alors que le régime maintient sa pression militaire intense contre les zones tenues par les rebelles.

Ce mouvement est un signe de la confiance croissante du régime, qui a mis en place un « *ministère de la Réconciliation* », ayant pour tâche de faciliter la voie à d'anciens opposants pour revenir du côté du gouvernement.

Ali Haider (PSNS), le ministre en charge, déclare : « *Notre message est le suivant : si vous voulez vraiment défendre le peuple syrien, déposez vos armes et venez défendre la Syrie dans le droit chemin, à travers le dialogue.* »

M. Haider, qui a une réputation de modéré au sein du régime, a mis en place un processus conformément auquel les combattants de l'opposition abandonnent leurs armes en échange d'un passage sûr vers des zones tenues par le gouvernement.

Les combattants rebelles disent, en privé, qu'ils sont au courant de l'offre d'amnistie, et que certains hommes ont choisi de l'accepter, même s'ils affirment que leur nombre reste limité en comparaison avec ceux qui luttent contre le gouvernement.

« *Je combattais pour la révolution, mais maintenant je pense que nous avons perdu ce pour quoi nous nous battions* », déclare Mohammad, un rebelle musulman modéré de la ville de Raqqa, qui a refusé de donner son nom de famille. « *Maintenant, les extrémistes contrôlent ma ville. Ma famille a déménagé de nouveau*

du côté gouvernement, car notre ville est trop dangereuse. Assad est terrible, mais l'alternative est pire. »

La domination par des groupes islamistes extrémistes des zones tenues par les rebelles, en particulier dans le nord, a poussé des combattants de l'opposition à « abandonner » la cause.

Ziad Abou Jabal est originaire de l'un des villages de la province de Homs, dont les habitants ont récemment convenu de cesser le combat contre le régime. « *Quand nous avons rejoint les manifestations, nous voulions de meilleurs droits* », dit-il. « *Après avoir vu la destruction et la puissance des jihadistes, nous sommes parvenus à un accord avec le gouvernement.* » M. Haider explique avoir assisté à une cérémonie au cours de laquelle 180 combattants de l'opposition ont rejoint les forces du gouvernement, qu'ils avaient déserté.

Lorsque *The Daily Telegraph* a visité le siège du ministère de la Réconciliation, à Damas, le bureau était bondé de membres de familles de rebelles qui se battent dans la banlieue de la ville et qui affirmaient que leurs hommes voulaient rentrer.

Un négociateur du ministère, Ahmed, était en train d'organiser la défection d'un commandant rebelle avec 10 de ses hommes du quartier de la Ghouta. « *Il nous a fallu trois mois de négociations et ceci est un test* », dit-il. « *Si tout se passe bien, le commandant dit que 50 autres suivront.* »

Il décrit les mesures prises pour permettre le retour des combattants prêts à déposer les armes. Tout d'abord, dit-il, un négociateur doit traverser la ligne de front pour une réunion sur le territoire tenu par les rebelles. « *Nous devons espérer que les commandants rebelles ordonnent à leurs snipers de ne pas nous tirer dessus.* »

Ensuite, les transfuges reçoivent des documents leur permettant de passer les points de contrôle de l'armée syrienne, puis attendent dans une maison sécurisée que les fonctionnaires obtiennent que leurs noms d'« *extrémistes recherchés* » soient retirés des listes du ministère de la Défense et des agences de renseignement.

Les rebelles « *ne se sont pas engagés pour faire partie de groupes islamistes extrémistes qui ont maintenant acquis une influence* », dit-il. « *Maintenant, ils veulent revenir à une vie normale.* »

Dans les jours qui ont suivi la prise par le régime de la ville de

Qoussair, le mois dernier, *The Telegraph* a vu des médiateurs au travail avec l'armée syrienne à la frontière libanaise pour obtenir une amnistie pour les combattants qui souhaitaient se rendre.

Le téléphone sonne désespérément, ce sont des parents de rebelles qui appellent. « *Ces mères savent que c'est la dernière chance pour leurs fils. S'ils ne déposent pas les armes maintenant, ils vont mourir parce qu'ils sont en train de perdre la bataille* », déclare Ali Fayez Uwad, le médiateur.

Pierre Khalaf

Source
[New Orient News \(Liban\)](#)

Source : « Les Arabes se soulèvent contre les Frères musulmans », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 29 juillet 2013, www.voltairenet.org/article179649.html